

F. 2001 — 2850

[C — 2001/01012]

**17 SEPTEMBRE 2001.** — Arrêté royal déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, modifiée par les lois du 17 novembre 1998, 7 décembre 1998 et 2 avril 2001;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment l'article 142;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 24 janvier 2001;

Vu l'avis du conseil consultatif des bourgmestres, donné le 7 mai 2001;

Vu l'avis de la Commission permanente de la Police communale, donné le 10 mai 2001;

Vu la délibération du Conseil des Ministres, le 14 juin 2001, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 août 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La police locale garantit un service minimum à la population. Ce service se traduit plus particulièrement par les fonctions suivantes :

- 1° travail de quartier;
- 2° accueil;
- 3° intervention;
- 4° assistance policière aux victimes;
- 5° recherche locale et enquête locale;
- 6° maintien de l'ordre public.

Les règles d'organisation et de fonctionnement du corps de police locale autres que celles visées dans le présent arrêté et les tâches qui en découlent contribuent à l'exercice optimal des fonctions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 2.** La fonction travail de quartier consiste en l'offre d'un service de police visible, accessible et contactable, qui dans son fonctionnement est orienté au maximum vers les besoins et attentes de son environnement.

Cette fonction est organisée sur la base d'une répartition géographique du territoire de la zone, tenant compte des circonstances locales et de la densité de population.

La norme minimale de fonctionnement et d'organisation pour l'exécution de cette fonction est d'un agent de quartier pour 4 000 habitants.

**Art. 3.** La fonction d'accueil consiste à répondre aux citoyens qui s'adressent au service de police en s'y présentant, en téléphonant ou par courrier. La réponse consiste soit à donner immédiatement une suite à la demande, soit à indiquer le service, interne ou externe, à qui cette personne doit s'adresser pour obtenir une suite à sa demande.

L'accessibilité de l'accueil est adaptée aux besoins et attentes de la population.

La norme minimale pour le fonctionnement et l'organisation de l'exécution de cette accessibilité physique est de 12 heures par jour.

Si la présence physique permanente d'un fonctionnaire de police dans un point d'accueil n'est pas réalisable, il faut garantir, grâce à des mesures techniques d'infrastructure, que le citoyen qui se présente physiquement au point d'accueil ou y téléphone, puisse immédiatement entrer en contact avec un fonctionnaire de police.

L'accessibilité permanente d'un service de police est, en tout cas, garantie.

N. 2001 — 2850

[C — 2001/01012]

**17 SEPTEMBER 2001.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, gewijzigd door de wetten van 17 november 1998, 7 december 1998 en 2 april 2001;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op artikel 142;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 24 januari 2001;

Gelet op het advies van de adviesraad van burgemeesters, gegeven op 7 mei 2001;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie van de Gemeentepolitie, gegeven op 10 mei 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad, op 14 juni 2001, betreffende de adviesaanvraag binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 22 augustus 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De lokale politie verzekert een minimale dienstverlening ten gunste van de bevolking. Deze dienstverlening vertaalt zich in het bijzonder in de volgende functies :

- 1° wijkwerking;
- 2° onthaal;
- 3° interventie;
- 4° politionele slachtofferbejegening;
- 5° lokale opsporing en lokaal onderzoek;
- 6° handhaving van de openbare orde.

De andere dan de in dit besluit bedoelde organisatie- en werkingsregels van het lokaal politiekorps en de taken die eruit voortvloeien, dragen bij tot de optimale uitoefening van de functies bedoeld in het eerste lid.

**Art. 2.** De functie wijkwerking bestaat in het aanbieden van een zichtbare, aanspreekbare en contacteerbare politiedienst, die in haar werking maximaal georiënteerd is op de behoeften en verwachtingen van haar omgeving.

Deze functie wordt georganiseerd op basis van een geografische indeling van het grondgebied van de zone, rekening houdend met de lokale omstandigheden en de bevolkingsdichtheid.

Als minimale werkings- en organisatienorm voor de uitvoering van deze functie geldt : 1 wijkagent per 4 000 inwoners.

**Art. 3.** De functie onthaal bestaat uit het tewoord staan van de burgers die zich, fysiek in persoon, telefonisch of schriftelijk tot de politiedienst wenden. Het antwoord bestaat ofwel uit een onmiddellijk gevolg geven aan de vraag, ofwel uit een verwijzing naar de interne of externe dienst, tot wie die persoon zich moet richten om een reactie op zijn vraag te bekomen.

De toegankelijkheid van het onthaal wordt afgestemd op de noden en verwachtingen van de bevolking.

Als minimale werkings- en organisatienorm voor de uitvoering van de fysieke toegankelijkheid geldt : 12 uur per dag.

Indien de permanente fysieke aanwezigheid van een politieambtenaar in een onthaalpunt niet haalbaar is, moet, door middel van technische infrastructurele maatregelen, worden verzekerd dat de burger die zich fysiek of telefonisch bij een onthaalpunt aanbiedt, onmiddellijk met een politieambtenaar in contact kan treden.

De permanente bereikbaarheid van een politiedienst wordt in alle gevallen verzekerd.

En outre, dans une zone pluricommunale, la police locale dispose dans chaque commune d'un ou plusieurs postes de police. Le nombre des postes de police est déterminé au niveau local en tenant compte du nombre de communes constituant la zone de police, de la superficie et de la densité de population des communes. L'alinéa 4 est également applicable pour ces postes de police.

**Art. 4.** La fonction intervention consiste à apporter une réponse, dans un délai approprié, à tout appel qui requiert une intervention policière sur place.

Cette fonction est organisée de manière permanente au sein de chaque zone de police en tenant compte de la fréquence et de la nature des appels, et plus particulièrement de la gravité et de l'urgence des interventions demandées.

La norme minimale de fonctionnement et d'organisation pour l'exécution de cette fonction est la suivante : par zone de police il faut prévoir l'engagement d'une équipe d'intervention 24 heures sur 24, avec une équipe supplémentaire 84 heures par semaine.

Un officier de police administrative et judiciaire est contactable et rappelable de façon permanente, afin de remplir sa fonction dans les plus brefs délais.

**Art. 5.** La fonction d'assistance policière aux victimes consiste en la mise à disposition d'un accueil adéquat, d'information et d'assistance aux victimes.

La police locale s'organise de façon à ce que chaque fonctionnaire de police et agent de police auxiliaire soit capable d'accomplir cette tâche.

Si la police locale est confrontée à une victimisation grave, elle peut faire appel à un collaborateur, membre du personnel des services de police, spécialisé dans l'assistance aux victimes.

Un collaborateur spécialisé par zone vaut en tant que norme minimale de fonctionnement et d'organisation. En outre, un tel collaborateur est contactable et rappelable en permanence, éventuellement en coopération avec d'autres zones.

**Art. 6.** La fonction de recherche et d'enquête locales consiste en l'exécution des missions qui, en vertu de l'article 5, alinéa 3, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police sont remplies prioritairement par la police locale.

Le chef de corps informe le Procureur du Roi de la liste des membres du personnel du cadre opérationnel qu'il désigne pour réaliser ces missions.

Les services de police locale affectent au moins, à cette fonction :

1° dans les zones de police dont l'effectif global est égal ou supérieur à 230 personnes, 10 pour cent de l'effectif du cadre opérationnel;

2° dans les autres zones de police, 7 pour cent de l'effectif du cadre opérationnel, avec un minimum de deux personnes les jours de la semaine autres que les samedis, les dimanches et les jours fériés.

**Art. 7.** La fonction maintien de l'ordre public consiste pour la zone de police à garantir et, le cas échéant, rétablir la tranquillité publique, la sécurité publique et la santé publique.

De façon permanente, un officier de police administrative est contactable et rappelable dans les plus brefs délais, afin de prendre sa fonction.

**Art. 8.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 septembre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

In een meergemeententzone beschikt de lokale politie daarenboven in iedere gemeente over één of meerdere politiestations. Het aantal politiestations wordt lokaal bepaald met inachtneming van het aantal gemeenten van de politiezone, de oppervlakte en de bevolkingsdichtheid van de gemeenten. Het vierde lid is eveneens van toepassing voor deze politiestations.

**Art. 4.** De functie interventie bestaat erin om binnen een passende termijn een antwoord te bieden op elke oproep waarbij een politiebepaalde interventie ter plaatse noodzakelijk is.

Deze functie wordt op permanente wijze binnen elke politiezone georganiseerd, rekening houdend met de frequentie en de aard van de oproepen, en inzonderheid de ernst en de dringendheid van het gevraagde optreden.

Als minimale werkings- en organisatienorm voor de uitvoering van deze functie geldt : per politiezone de inzet van een interventieploeg gedurende 24 uur op 24 uur, aangevuld met een bijkomende ploeg, gedurende 84 uur per week.

Een officier van bestuurlijke en gerechtelijke politie is permanent bereikbaar en terugroepbaar om binnen de kortst mogelijke termijn zijn functie op te nemen.

**Art. 5.** De functie politiebepaalde slachtofferbejegening bestaat in het verschaffen van een adequate opvang, informatie en bijstand aan het slachtoffer.

De lokale politie organiseert zich derwijze dat elke politieambtenaar en elke hulpagent van politie in staat is deze taak te vervullen.

In geval van lokale politie geconfronteerd wordt met zeer ernstig slachtofferschap mag ze een beroep kunnen doen op een gespecialiseerde medewerker, personeelslid van de politiediensten, inzake slachtofferbejegening.

Als minimale werkings- en organisatienorm voor deze functie geldt : één gespecialiseerde medewerker per zone. Bovendien wordt de permanente bereikbaarheid en terugroepbaarheid van dergelijke medewerker verzekerd, eventueel in samenwerking met andere zones.

**Art. 6.** De functie lokale opsporing en lokaal onderzoek bestaat uit de uitvoering van de opdrachten die bij voorrang door de lokale politie worden vervuld overeenkomstig artikel 5, derde lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt.

De korpschef deelt de Procureur des Konings de lijst mede van de personeelsleden van het operationele kader die hij aanwijst voor de uitoefening van deze opdrachten.

De diensten van de lokale politie bestemmen voor deze functie ten minste :

1° in de politiezones waarvan het globale effectief gelijk is aan of meer is dan 230 : 10 procent van het effectief van het operationeel kader;

2° in de andere politiezones, 7 procent van het van het effectief van het operationeel kader, met een inzet van minimum één ploeg bestaande uit twee rechercheurs de andere dagen dan zaterdagen, zondagen en feestdagen.

**Art. 7.** De functie handhaving van de openbare orde voor de politiezone bestaat erin het vrijwaren en, in voorkomend geval, het herstellen van de openbare rust, de openbare veiligheid en de openbare gezondheid.

Een officier van bestuurlijke politie is permanent bereikbaar en terugroepbaar om binnen de kortst mogelijke tijd zijn functie op te nemen.

**Art. 8.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 september 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN